

Les manifestations imprévues ou celles annoncées, les occupations de chantier, les pastiches, les rendez-vous au ministère ou au tribunal : rien n'y fait. Depuis cinq ans, des habitants de la vallée de la Haute Durance font valoir leur opposition au projet de lignes à très haute tension (THT). Les hélicoptères de RTE poursuivent, eux, leur ballet de montage de pylônes.

Puy-Saint-Eusèbe ? 130 habitants, une vue sur le lac de Serre-Ponçon. Et, désormais, des pylônes dont le métal est d'un gris impeccable. En ce matin d'automne, des habitants sont montés jusqu'à eux, pour mieux les dénoncer. « Le début de la réaction citoyenne, c'est mai 2011 », note Patrick Baronna, membre fondateur d'Avenir Haute Durance (AHD). L'association, créée en août 2011, et Réseau transport d'électricité (RTE), porteur du projet, ferraillent jusqu'au Conseil d'État.

RTE argue d'une rénovation urgente. « On réalise et on exploite des infrastructures d'intérêt général, qui rendent service au plus grand nombre, observe Jean-Philippe Bonnet, délégué régional Méditerranée de l'entreprise. On est face à un réseau vétuste et insuffisant. » RTE a mis 230 millions d'euros dans six projets : quatre à 63 000 V, comportant des pylônes enterrés et deux avec des pylônes bien visibles, à 225 000 V, les THT (très haute tension) hauts de plusieurs dizaines de mètres.

Ces projets, Marie-Joëlle Lenoir, de Puy-Saint-Eusèbe, les rejette. « Il faut que les gens comprennent qu'ils ont été trompés », lâche-t-elle. « Je continue à me battre : les pylônes, en face de ma fenêtre de cuisine, je vais en avoir 12. Comment oublier ça ! » En cinq ans, les premiers pylônes sont passés du papier à la réalité.

■ Chiffres sous tension

Pour l'observateur distrait, l'histoire se résume à des rotations d'hélicoptères et des manifestations. « Avant la signature du tracé initial, en mai 2011, ça n'a pas ému grand monde. Il était dit que le projet reprendrait surtout les secteurs existants, relève Patrick Baronna. Mais à la signature, ces anciens tracés étaient relativement peu utilisés. » Depuis, AHD ne lâche rien.

RTE non plus. L'entreprise évoque la « concertation avec les élus » pour concevoir le cheminement du projet Haute Durance. « Sur la moitié du tracé, ça reprend l'existant. Sur la partie du balcon de Serre-Ponçon, on a une ligne qui passait entre les villages et le lac », commente Jean-Philippe Bonnet. Les deux lignes THT, non enfouies, dont les pylônes nécessitent de nouvelles tranchées dans la forêt, en altitude, « passent dans le dos des villages », juge-t-il. Toutes les autorisations administratives, préfectorales comme ministérielles, ont été délivrées.

L'opposition à la THT est traversée d'une foule de courants : écologistes, collectifs citoyens, lycéens, "No THT",

antinucléaires, alpinistes... Les modes d'actions sont légion aussi, jusqu'aux frontières de la légalité. Mais l'enfouissement est au cœur des demandes. « Le discours de RTE a toujours été : "impossible", note Patrick Baronna. On disait aux élus que ça coûterait dix fois plus cher. Pas possible de faire autrement et basta ! » La bataille se livre sur le terrain des chiffres : 130 millions de plus selon RTE, un surcoût de 1 à 1,25 fois selon AHD. « L'enfouissement, ce sont des problèmes techniques, juridiques et des conséquences financières », analyse Jean-Philippe Bonnet. Il liste : la route des Puy ? Instable pour une ligne enfouie. Le pont de Savines ? Des câbles trop lourds. Passer dans le lac ? « On ne saurait pas réparer sous l'eau. »

Autre *casus belli* : la ligne desservirait aussi l'Italie. Affirmation démentie par RTE. « On est sur quatre mensonges : enfouissement impossible, trop cher, un surdimensionnement et une contradiction aux schémas climat air énergie », énumère Patrick Baronna. RTE réfute : 215 km de lignes supprimées, 356 pylônes d'ici 2020 (670 actuellement). « On va être à 20 % d'enfouie, parmi les premiers départements hors Ile-de-France », poursuit le délégué.

■ À la recherche du soutien politique

Dans les Hautes-Alpes, pas vraiment de bronca politique. « Il y a un syndrome crétin des Alpes », s'amuse Patrick Baronna. Selon lui, les élus se sont mis dans une position de non-connaissan-

ce face aux techniciens et ont été alléchés par les promesses économiques. « Ils ont démissionné de leur rôle de représentation des citoyens. Ils voient ce que ça va rapporter à leurs communes, où les budgets sont de plus en plus serrés. » Si des élus ont milité pour l'enfouissement, beaucoup ont acté l'impossibilité brandie par RTE.

En remontant la Durance, La Roche-de-Rame, 850 habitants, fait partie des communes qui agissent en justice avec Avenir Haute Durance. Le maire, Michel Frison (DVG) se souvient : « Il y a cinq ans, nous n'avions pas émis d'avis défavorable. Mais, quand ça s'est précisé, la question simple à laquelle on a répondu, c'est : est-ce un bon projet pour l'avenir de notre territoire ? Un tel ouvrage, c'est prévu pour durer. Sur un territoire qui vit du tourisme, ce n'est pas une bonne chose. » La particularité du projet pour les Rochons ? Peu de pylônes sont dans la commune. « Mais nous subissons directement les nuisances de cette ligne, à 300 mètres de nos maisons... sur les territoires des communes riveraines », reprend l'élu.

Les opposants l'affirment, même s'ils doutent du Conseil d'État : « Tant qu'il y a des recours, il y a des possibilités de surprise. » Le chantier, lui, continue. « On est en phase avec notre planning. L'objectif reste d'assurer la sécurisation électrique de la vallée et on le fait dans le plus total respect du droit », affirme Jean-Philippe Bonnet. Michel Frison ne cache pas son inquiétude : « Une fois que tout sera en place, les populations nous diront "Qu'est-ce que vous avez laissé faire là !" »